

<https://www.dijon.snes.edu/spip/spip.php?article4545>



# La FSU appelle à la grève le 15 mai pour nos salaires et pour l'emploi

- SNES académique de Dijon - S3 - Editorial -



Date de mise en ligne : vendredi 11 avril 2014

---

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés

---

La FSU appelle les personnels de l'Education nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche à être en grève le 15 mai prochain

- Dijon, 15h place de la Libération
- Nevers, 10h Bourse du travail
- Chalon, 15h maison des syndicats
- Macon, 15h place Genevès
- Montceau, 15h place de la cale
- Auxerre, 14h30 place de l'Arquebuse

C'est parce que la revalorisation des salaires ne peut plus attendre que, dans le cadre de la journée nationale d'action et de mobilisation du 15 mai prochain dans la fonction publique (à l'appel de la FSU, CFDT, CGT, – CFTC, SOLIDAIRES, UNSA et FA-FP) la FSU appelle les personnels de l'Education nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche à se mobiliser et à être en grève.

En effet, le pouvoir d'achat de tous les personnels, enseignants comme non enseignants, est en baisse et la France est un des rares pays européens où le salaire des enseignants a diminué ces dernières années. Les secteurs de l'Education, de l'enseignement supérieur et de la recherche sont largement concernés par la précarité, les emplois non titulaires représentant par exemple 40 % des emplois dans l'enseignement supérieur.

### **Cette situation ne peut pas durer !**

La FSU n'accepte pas le deal du Pacte de responsabilité qui consiste à prendre sur les investissements publics pour financer d'hypothétiques emplois dans le privé. L'emploi qualifié et revalorisé est une urgence aussi dans le public !

L'Education, la formation et la recherche jouent un rôle déterminant dans notre société. L'élévation du niveau de qualification, la réussite de tous les jeunes nécessitent des personnels en nombre, formés et reconnus. Il en va aussi de l'attractivité de ces secteurs.

La FSU appelle donc les personnels à être en grève le 15 mai pour exiger de réelles négociations sur les rémunérations et garantir des emplois publics de qualité correspondant aux besoins.